

Arrêté préfectoral complémentaire N° AP-2024-66-DREAL

BONNEFOY BETON CARRIERES INDUSTRIE
SIRET : 42435053600100

Commune de Larnaud

Le préfet du Jura
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1^{er} du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 du code de l'environnement et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du même code ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 : « station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques » ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement –(centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 320 du 7 février 2000 autorisant la S.A. AIN JURA ENROBES à exploiter une centrale d'enrobage à chaud de matériaux routiers sur la commune de Larnaud ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2012073-0002 du 13 mars 2012 portant déclaration d'utilité publique l'instauration des périmètres de protection des puits de Villevieux, exploités pour l'alimentation en eau potable ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée 2022-2027 et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 mars 2022 portant approbation du plan de gestion des risques inondations (PGRI) du bassin Rhône-Méditerranée 2022-2027 ;

Vu le récépissé n° 30/2002 délivré le 7 mars 2002 à la société AIN JURA ENROBES concernant l'implantation d'un stockage aérien de gaz combustible liquéfié sur le site ;

Vu le récépissé n° 41/2006 délivré le 31 mars 2006 à la société AIN JURA ENROBES concernant son changement de raison sociale, qui devient FRANCHE COMTE ENROBES ;

Vu le dossier de porter à connaissance reçu le 3 mai 2021 complété le 12 avril 2022 concernant la déclaration de changement d'exploitant au profit de la société SARL BONNEFOY BETON CARRIERES INDUSTRIE (BBCI), la modification de données parcellaires et le remplacement de la centrale d'enrobage ;

Vu le dossier de porter à connaissance reçu le 27 septembre 2023 complété les 24 juin 2024, 10 et 11 septembre 2024 concernant le projet d'extension et de création d'une station de transit de produits minéraux et déchets inertes ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé (ARS) du Jura en date du 15 novembre 2023 ;

Vu l'avis du service biodiversité eau patrimoine de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 16 juillet 2024 ;

Vu l'avis de la direction départementale des territoires (DDT) du Jura en date du 30 juillet 2024 ;

Vu l'avis du service départemental d'incendie et de secours du Jura (SDIS) en date du 24 septembre 2024 ;

Vu le rapport du 18 décembre 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 3 décembre 2024 en application de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observation sur ce projet ;

Considérant que les installations faisant l'objet de modifications sont soumises à enregistrement, mais bénéficiant de la procédure d'autorisation au regard de son classement historique (II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement) ;

Considérant que les installations faisant l'objet de modifications sont soumises :

- au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- au régime de la déclaration au titre des rubriques 2517 et 4718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que les dangers et inconvénients liés à l'exploitation des installations soumises à enregistrement et déclaration peuvent être prévenus par le respect des dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales ;

Considérant que l'exploitant a justifié :

- du respect des prescriptions générales de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 9 avril 2019 susvisé ;
- du respect des prescriptions générales de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 30 juin 1997 susvisé ;
- du respect des prescriptions générales de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 23 août 2005 susvisé ;

Considérant que le projet faisant l'objet de la demande est soumis à déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-3 et R. 214-1 du code de l'environnement, rubrique 2.1.5.0 « rejets d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20ha » ;

Considérant que plusieurs espèces de l'avifaune dont le Serin cini fréquentent les milieux ouverts et semi-ouverts au sein de la haie centrale du site ;

Considérant qu'une mesure d'évitement des impacts vis-à-vis de ces espèces de l'avifaune consiste à conserver 118 mètres de haie sur les 138 mètres présents ;

Considérant que lors de la conception du projet, la séquence éviter-réduire a été intégrée et présentée dans le dossier de demande permettant ainsi d'assurer une conception optimisée du projet comprenant toutes les mesures pertinentes d'évitement et de réduction des impacts pour les espèces protégées concernées ;

Considérant que la réalisation de mesures de suivis de la reproduction des espèces d'avifaune de milieux ouverts et semi-ouverts est nécessaire pour s'assurer de l'efficacité des mesures et du maintien, dans un état de conservation favorable des populations des espèces protégées concernées ;

Considérant que l'évaluation des risques d'impact sur les espèces protégées et leurs habitats présentée dans le dossier et ses compléments apportés par le porteur de projet permettent de conclure que le projet ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable des populations d'espèces protégées concernées, sous condition de la mise en œuvre des mesures d'évitement, de réduction et de suivis détaillées dans le présent arrêté ;

Considérant que certaines installations faisant l'objet de modifications sont régulièrement autorisées par l'arrêté préfectoral du 7 février 2000 susvisé ;

Considérant que les modifications pré-considérées ne sont pas substantielles au titre de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que les nouvelles caractéristiques techniques de certaines installations doivent être prises en compte dans la rédaction des prescriptions applicables à l'exploitant ;

Considérant qu'il convient toutefois de revoir et de mettre à jour :

- le changement d'exploitant ;
- l'évolution de la situation administrative des ICPE ;
- la définition de l'emprise cadastrale du site ;
- les mesures de surveillance des rejets d'eaux pluviales, des émissions atmosphériques, des émissions sonores ;
- la prévention du risque d'incendie ;
- des mesures d'évitement, de réduction et de suivi d'espèces protégées ;

Considérant que les conditions rendant obligatoire une consultation du public et des communes (prévues à l'article L. 515-29-I du code de l'environnement) ne sont pas remplies et que dès lors une telle consultation n'a pas été menée ;

Considérant que les conditions rendant obligatoire une consultation des membres du CODERST (prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement) ne sont pas remplies et que dès lors une telle consultation n'a pas été menée ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Jura ;

Arrête

TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 : Bénéficiaire et portée

ARTICLE 1.1.1 : Exploitant

La société BONNEFOY BETON CARRIERES INDUSTRIE (SIRET 42435053600100), dont le siège social est situé au 14 rue de l'industrie, 25 660 Saône, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter les installations détaillées à l'article 1.21, sur le territoire de la commune de Larnaud.

ARTICLE 1.1.2 : Prescriptions des actes antérieurs

L'arrêté préfectoral n° 320 du 7 février 2000 autorisant la S.A. AIN JURA ENROBES à exploiter une centrale d'enrobage à chaud de matériaux routiers sur la commune de Larnaud, est modifié et complété par les dispositions du présent arrêté.

Les prescriptions des articles 1.1.1, 1.2.1, 1.2.2 et 1.2.3 du présent arrêté se substituent à celles de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2000 qui sont abrogées.

Les prescriptions de l'article 1.2.4 du présent arrêté se substituent à celles de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2000 qui sont abrogées.

Les prescriptions de l'article 1.2.5 du présent arrêté se substituent à celles de l'article 10 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2000 qui sont abrogées.

Les prescriptions de l'article 1.2.6 du présent arrêté se substituent à celles de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2000 qui sont abrogées.

Les prescriptions de l'article 1.2.8 du présent arrêté se substituent à celles de l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2000 qui sont abrogées.

Les prescriptions de l'article 2.1.1 du présent arrêté se substituent à celles des articles 13, 14 et 15 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2000 qui sont abrogées.

Les prescriptions des articles 2.1.2 et 2.1.3 du présent arrêté se substituent à celles de l'article 16 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2000 qui sont abrogées.

Les prescriptions des articles 2.5.2 et 2.5.3 du présent arrêté se substituent à celles de l'article 17 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2000 qui sont abrogées.

Les prescriptions du chapitre 2.2 du présent arrêté se substituent à celles du chapitre 2 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2000 qui sont abrogées.

Les prescriptions de l'article 2.3.1 du présent arrêté se substituent à celles de l'article 25 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2000 qui sont abrogées.

Les prescriptions de l'article 2.4.1 du présent arrêté se substituent à celles de l'article 27 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2000 qui sont abrogées.

Les prescriptions de l'article 2.5.2 du présent arrêté se substituent à celles de l'article 32 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2000 qui sont abrogées.

Les prescriptions de l'article 2.5.4 du présent arrêté se substituent à celles de l'article 31 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2000 qui sont abrogées.

Les prescriptions du titre 3 du présent arrêté se substituent à celles du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2000 qui sont abrogées.

Les prescriptions des articles 1.2.7, 2.3.2, 2.5.1 et du chapitre 2.6 du présent arrêté complètent celles de l'arrêté préfectoral du 7 février 2000.

Les prescriptions des articles 2, 3, et 24 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2000 sont abrogées.

Les autres prescriptions de l'arrêté préfectoral du 7 février 2000 restent applicables.

CHAPITRE 1.2. Nature et localisation des installations

ARTICLE 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

| N° rubrique | Désignation des activités | Capacité maximale autorisées | Classement projeté |
|------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|-------------------------------|
| 2521-1 | Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers - combustible : GPL - puissance brûleur : 19,8 MW | 300 t/h | E |
| 4718-2b | Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène) ; La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant : 2. Pour les autres installations : b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t | 70 m³ soit 35 tonnes | DC |
| 4801-2 | Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t | 4 x 80 m³ soit 280,3 t | D |
| 2517 | Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques La superficie de l'aire de transit étant : 2. Supérieure à 5 000 m ² , mais inférieure ou égale à 10 000 m ² | 8 400 m² | D |

A : autorisation - E : enregistrement – DC : déclaration avec contrôle périodique – D : déclaration

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

ARTICLE 1.2.2. Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

| Commune | Parcelles | Sections |
|----------------|---------------------------------------------------------|-----------------|
| Larnaud | 159, 160, 173 pour partie, 182 Zone d'extension : 25 | ZI |

ARTICLE 1.2.3. Consistance des installations

L'établissement objet de la présente autorisation comprend les installations représentées en annexe 1.

ARTICLE 1.2.4. Conformité aux dossiers ayant servi de références pour la rédaction du présent arrêté

Les installations et leurs annexes, objets du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

ARTICLE 1.2.5. Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : « usage agricole, correspondant à la production commerciale (notamment au sein d'exploitations agricoles) et non commerciale (notamment au sein de jardins familiaux ou de jardins partagés) d'aliments d'origine animale ou végétale, à l'exception des activités sans relation directe avec le sol ».

ARTICLE 1.2.6. Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial, ainsi que les dossiers de demande de modifications ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclarations non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrements non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

ARTICLE 1.2.7. Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable de la ressource en eau, notamment par le développement de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour

la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;

- prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. Il met en place les dispositifs nécessaires pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

ARTICLE 1.2.8. Consignes

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes d'exploitations précisent :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles.

L'ensemble des contrôles, vérifications, et les opérations d'entretien menés, doivent être notés sur un ou des registres spécifiques tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 2.1.1 ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;

- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

TITRE 2. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

CHAPITRE 2.1. Prévention de la pollution des eaux

ARTICLE 2.1.1. Conception et gestion des réseaux, des ouvrages de traitement et des points de rejet

Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries et canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et mélanges dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Isolement avec les milieux

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Le fonctionnement des vannes est vérifié tous les trimestres.

Collecte des effluents

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas, elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Gestion des ouvrages de traitement : conception et dysfonctionnement

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

Entretien et conduite des installations de traitement

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Les séparateurs à hydrocarbures sont nettoyés /vidangés au minimum une fois par an et le bassin de rétention étanche est curé tous les 10 ans.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Gestion des eaux pluviales du site (voir plan en annexe 2)

La gestion des eaux pluviales sur le pôle existant se fait selon trois circuits différents avec, sur la partie procédé enrobage, un ruissellement des eaux collectées jusqu'au fossé imperméable de collecte situé sur la bordure nord-est. Un séparateur d'hydrocarbures avec déversoir d'orage et débourbeur intégrés en bout de fossé permet de récupérer et traiter les eaux pluviales avant leur rejet au milieu naturel vers le ruisseau de la Madeleine.

Sur la zone d'extension, un ruissellement contrôlé des eaux pluviales de l'ouest vers l'est de la nouvelle plateforme par des pentes permet de les collecter jusqu'à un caniveau en béton, puis de les envoyer dans un bassin de rétention étanche pour être traitée au niveau d'un séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans le réseau pluvial existant du site, qui rejoint le point de rejet vers le réseau pluvial de la zone d'activités (dont l'exutoire est le ruisseau de la Madeleine).

Une petite partie des eaux de ruissellement générées au niveau de la nouvelle plateforme, dans son extrémité est, s'écoule sur la plateforme existante. Ces eaux doivent être gérées selon le principe de

gestion d'ores et déjà mis en œuvre avec collecte et traitement via le séparateur d'hydrocarbures existant.

Un séparateur à hydrocarbures doit également être présent en sortie du poste « carburants ».

Points de rejet (voir plan en annexe 2)

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejets externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

| Point de rejet | Nom | Rejet n°1 : EP1 | | | Rejet n°2 : EP2 | Rejet n°3 : EP3 | Rejet n°4 : EP4 | Rejet n°5 : EU1 |
|----------------------------------------------|---------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|
| | Coordonnées en Lambert 93 | x : 889380 m y : 6626226 m | | | x : 889306 m y : 6626305 m (approximatif - zone d'infiltration) | x : 889380 m y : 6626358 m Dans le cadre des travaux de reconstruction des bureaux | x : 889380 m y : 6626358 m | x : 889371 m Y : 6626328 m |
| Nature des effluents | | Eaux pluviales de la zone "process enrobage" + plateforme de transit (extension) en partie | Eaux pluviales de la zone "carburant" | Eaux pluviales de la plateforme de transit (extension) en partie | Eaux pluviales de la zone "Stockage de matériaux" | Eaux pluviales zone bureaux - voiries + toitures en partie | Eaux pluviales zone bureaux - toitures en partie | Eaux usées sanitaires (bureaux) |
| Réseau de collecte et traitement si existant | | Fossé imperméable de collecte interne puis séparateur d'hydrocarbures | Déshuileur + Réseau de collecte interne | Collecte dans le bassin dédié + Séparateur d'hydrocarbures puis réseau interne | Noue d'infiltration | Collecte, traitement par un séparateur d'hydrocarbures | Rejet sur le TN (espace vert) et collecte des excédents par le réseau de la zone industrielle. | Fosse septique + épandage |
| Type de rejet | | Rejet de surface dans fossé de la ZAC en direction du ruisseau de la Madeleine | | | Infiltration | Réseau de collecte de la zone industrielle | Réseau de collecte de la zone industrielle via avaloirs en bord de route | Rejet de l'épandage dans regard existant |

ARTICLE 2.1.2. Valeurs limites d'émission

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Les valeurs limites d'émissions prescrites permettent le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales définies par l'arrêté du 20 avril 2005 susvisé complété par l'arrêté du 25 janvier 2010 susvisé.

Le rejet des eaux pluviales (EP1 à EP4) doit respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes :

- température < 30 °C ;
- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;

- MES : < 100 mg/l ;
- HC totaux : < 5 mg/l.

ARTICLE 2.1.3. Surveillance

Des mesures doivent être réalisées sur les effluents avant rejet.

Elles concernent :

- le point de prélèvement 1 : situé en aval du point de rejet EP1, dans fossé de la ZAC en direction du ruisseau de la Madeleine, défini à l'article précédent ;
- le point de prélèvement 2 (point de contrôle interne au site) : situé en aval du séparateur à hydrocarbures situé en aval du bassin de rétention étanche, défini à l'article précédent ;
- le point de prélèvement 3 : situé en aval du point de rejet EP3, défini à l'article précédent.

Pour ces points de rejets, les mesures :

- portent sur la température, le pH, les MEST, la teneur en hydrocarbures totaux ;
- ont une fréquence annuelle ;
- sont réalisées suivant les normes de références en vigueur.

CHAPITRE 2.2. Protection de la qualité de l'air

Sauf mention particulière, les concentrations et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), et le cas échéant rapportés à une teneur en oxygène de référence.

ARTICLE 2.2.1. Conception des installations

Dispositions générales

I. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.

II. Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, et sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant.

La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

III. Les installations de traitement, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, sont conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Conduits et installations raccordées

| N° de conduit | Installations raccordées | Combustible |
|---------------|------------------------------------|-------------|
| Conduit n° 1 | Cheminée de la centrale d'enrobage | propane |

La cheminée de la centrale d'enrobage est équipée d'une plateforme permettant la mise en place des piquages nécessaires aux prélèvements selon les normes en vigueur.

La centrale d'enrobage a les caractéristiques suivantes :

- capacité de production de 300 t/h ;
- 6 trémies de stockage d'enrobés de capacité unitaire de 70 tonnes ;
- capacité de stockage en trémies de 72 h ;
- le parc à liants dispose de 4 cuves de stockage de bitume de 80 m³ chacune pour un total de 320 m³ soit 280,3 t, dont deux cuves à émulsions placées sur rétention ;
- l'évacuation des gaz du sécheur se fait par une cheminée d'une hauteur de 34 m avec une vitesse ascendante des gaz rejetés à l'atmosphère de 12 m/s ;
- le chauffage du parc à liants électriques et possible aux heures creuses ;
- le brûleur du tambour-sécheur alimenté par du gaz propane (stocké dans une cuve de capacité 70 m³) ;
- un bardage est installé depuis les trémies jusqu'à la tour de malaxage (limitation de l'envol des poussières à ce niveau du procédé).

Les tapis de transport des matériaux du système de prédosage doivent être capotés afin de limiter les envols de poussières.

Conditions générales de rejet

| | Hauteur en m | Diamètre en m | Débit nominal en Nm ³ /h | Vitesse minimale d'éjection en m/s |
|--------------|-----------------|------------------|-------------------------------------|---------------------------------------|
| Conduit n° 1 | 37,5 | 1 | 65 000 Nm ³ /h | 12 |

ARTICLE 2.2.2. Limitation des rejets

Dispositions générales

I. Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

II. Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

III. Le brûlage à l'air libre est interdit.

Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques - Émissions canalisées

L'exploitant doit respecter les valeurs limites d'émission (VLE) définies dans l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé.

Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

ARTICLE 2.2.3. Surveillance des rejets dans l'atmosphère

Dispositions générales

I. L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

II. Sauf disposition contraire, les méthodes utilisées sont les méthodes de référence en vigueur précisées dans un avis publié au Journal officiel.

III. Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère.

Les points de rejet doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

IV. Outre les mesures réalisées sous la responsabilité de l'exploitant, l'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation de contrôles inopinés portant sur les rejets atmosphériques réalisés par un organisme tiers soumis à son approbation. Les résultats de ces contrôles sont transmis à l'inspection des installations classées et à l'exploitant. Tous les frais occasionnés à cette fin sont supportés par l'exploitant.

Surveillance des émissions atmosphériques

L'exploitant doit respecter la surveillance prescrite dans l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé, en ce qui concerne les rejets atmosphériques de la centrale d'enrobage.

CHAPITRE 2.3. Prévention et gestion des déchets

ARTICLE 2.3.1. Déchets produits par l'établissement

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

| Type de déchets | Code | État | Quantités maximales présentes sur site | Conditions de stockage temporaire | Filière de traitement |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|---------|----------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------|
| Loupés de fabrication dits « blancs » Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron | 17 03 02 | solide | 100 tonnes | Case au sol | Recyclage sur site |
| Poussières (collectées sous le dépoussiéreur de type filtre à manches) | 10 01 19 | solide | ? | Silo de stockage des filers | Recyclage interne au procédé |
| Filtres à manches | 15 02 03 | solide | 630 manches (tous les 4 ans) | Bennes étanches | Stockage |
| Huile de vidange des réducteurs et autres équipements mécaniques | 13 02 04* | liquide | 50 litres | Fût sur rétention | Valorisation |
| Huile hydraulique synthétique | 13 01 11* | liquide | 10 litres | Fût sur rétention | Valorisation |
| Boues de curage des séparateurs à hydrocarbures | 13 05 02* 13 05 03* | liquide | 3 m ³ <i>fonction de la pluviométrie et des charges polluantes</i> | Sans objet (boues pompées directement dans les décanteurs-déshuileurs par une entreprise spécialisée) | Valorisation |
| Déchets ménagers (personnel sur site) | 20 03 01 | solide | 1 t/an Qté sur site 20 kg | Bac de collecte fermé (poubelle grise classique) | Enlèvement bimensuel par le service des ordures ménagères qui dessert le secteur |

ARTICLE 2.3.2. Gestion des déchets reçus par l'installation

Origine des déchets reçus

Les matériaux entreposés sur la nouvelle plateforme sont exclusivement composés de déchets d'enrobés bitumeux issus de chantiers routiers.

L'aire géographique retenue pour l'approvisionnement en agrégats d'enrobés routiers correspond à une zone de chalandise, par route, isodistance d'un maximum de 100 km autour du site de Larnaud.

Conception des installations

La nouvelle plateforme enrobée de 15 605 m² accueille une station de transit de déchets inertes sur une surface d'environ 4 900 m² (4 883 m²).

L'entreposage des matériaux réceptionnés est réalisé en vrac sur quatre aires de réception distinctes d'environ 1 500 m², 1 200 m², 1 200 m² et de 1 000 m². Sur ces aires, les matériaux réceptionnés sont entreposés sur une hauteur de 5 mètres avec un talus de 3/2. Le volume total de déchets qui pourra être entreposé est estimé à 15 410 m³.

Les déchets autorisés à être reçus sur le site sont les suivants :

| Nature du déchet | Code | État | Quantités maximales présentes sur le site | Conditions de stockage temporaire | Filière de traitement |
|--------------------------------------------------------------------------------|----------|--------|-------------------------------------------|----------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|
| Agrégats d'enrobés routiers Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron | 17 03 02 | solide | 23 100 tonnes* | entreposage en vrac au sol (îlots sur plateforme dédiée) | Ré-emploi par intégration au procédé d'enrobage |

* Quantité estimée sur la base du volume projetée et d'une masse volumique de 1,5 t/m³ pour les agrégats d'enrobés routiers en vrac

CHAPITRE 2.4. Prévention des nuisances sonores

ARTICLE 2.4.1. Mesures périodiques des niveaux sonores

L'exploitant doit réaliser une campagne de mesures de bruit résiduel en limite de propriété et au niveau des zones à émergence réglementée (ZER) les plus proches dans les six mois après la notification du présent arrêté, afin notamment de vérifier le respect des valeurs limites réglementaires indiquées à l'article 26 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2000. La campagne de mesures doit prendre en compte la plage de nuit et la plage de jour.

La fréquence de mesure du niveau de bruit et de l'émergence est ensuite effectuée tous les 5 ans, dans des conditions représentatives de l'activité des installations.

CHAPITRE 2.5. Prévention des risques technologiques

ARTICLE 2.5.1. Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

Conformément à l'avis technique du SDIS en date du 24 septembre 2024, l'exploitant doit :

- s'assurer que le site reste accessible en tout temps, et particulièrement en dehors des heures ouvrables et/ou en l'absence de personnels de l'exploitation ;
- s'assurer que les dispositifs de fermeture du site sont soit sécables soit déverrouillables au moyen des outils pompiers type polycoise modèle « DESCHAMPS ».

ARTICLE 2.5.2. Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

Dispositions générales

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

Recueil des eaux et écoulements pollués et confinement des eaux d'extinction incendie

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.

Pour assurer le confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie, la capacité de rétention doit être au minimum de 294 m³.

Conformément à l'avis technique du SDIS en date du 24 septembre 2024, l'exploitant doit :

- s'assurer que les dispositifs d'obturation pour le confinement des eaux polluées ainsi que pour les écoulements accidentels soient signalés et facilement repérables par les services de secours. Si plusieurs vannes sont présentes sur le site, un plan doit permettre d'identifier les zones isolées par leur fermeture.

ARTICLE 2.5.3. Dispositifs et mesures de prévention des accidents

Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux

L'exploitant tient à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages, l'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement). Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances, mélanges et des produits, et en particulier, les fiches de données de sécurité (FDS) à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site.

Localisation des risques

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

ARTICLE 2.5.4. Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre indiqués dans l'étude de danger, dans les dossiers de porter à connaissance de 2021 et 2023, et au minimum les moyens définis par l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 et l'arrêté ministériel du 23 août 2005 susvisé.

Chaque véhicule poids-lourds pénétrant sur le site est équipé au minimum d'un extincteur fonctionnel.

Ces matériels sont entretenus en bon état et vérifiés au moins une fois l'an.

Défense extérieure contre l'incendie

Pour assurer la défense extérieure du site contre l'incendie, le débit requis défini dans le dossier de l'exploitant est de 60 m³/h. Ce débit doit être disponible pendant une durée minimale de 2 heures, soit un volume disponible de 120 m³.

Les besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie doivent être couverts par :

- la cuve d'eau de 120 m³ localisée à proximité de l'entrée du site (cf. plan des réseaux), à 40 m à l'est de l'installation de préparation d'enrobé ;
- le poteau incendie présent sur la zone d'activité (débit d'environ 30 m³/h) se trouvant à 80 m de l'entrée du site et à 135 m de l'installation.

Conformément à l'avis technique du SDIS en date du 24 septembre 2024, l'exploitant doit :

- garantir que la défense extérieure contre l'incendie (DECI) mentionnée ci-avant répond au point 4.2 de l'annexe 1 de l'arrêté du 30/06/1997 ;
- prendre contact avec le service prévision du SDIS 39 en amont des travaux de la citerne existante qui doit être équipée d'un dispositif fixe d'aspiration et d'une aire dédiée conformément au règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie du Jura (RDDECI), afin de définir avec celui-ci les règles de mise en conformité ;
- faire procéder une reconnaissance opérationnelle initiale du PEI (la cuve d'eau de 120 m³) afin de garantir sa mise en service.

Conditions de sécurité liées à l'intervention des sapeurs-pompiers

Conformément à l'avis technique du SDIS en date du 24 septembre 2024, l'exploitant doit :

- signaler et rendre facilement réparables par les services de secours les dispositifs d'obturation pour le confinement des eaux polluées ainsi que les écoulements accidentels ;
- identifier sur un plan les zones isolées par la fermeture des vannes sont présentes sur le site ;
- mettre à disposition des secours les Fiches de Données de Sécurité de chaque substance chimique et/ou dangereuse qu'il détient sur son site, afin de garantir la sécurité des intervenants ;
- implanter à chaque entrée des bâtiments de rétablissement un plan schématique, sous forme de pancarte inaltérable pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers. Le plan doit avoir les caractéristiques des plans d'intervention définies à la norme NFS60-303 relative aux plans et consignes de protection contre l'incendie ;
- afficher à l'entrée de chaque bâtiment les plans qui les caractérisent : il doit représenter au minimum le sous-sol, le rez-de-chaussée, chaque étage ou l'étage courant de rétablissement. Doivent y figurer, outre les dégagements, « les espaces d'attente sécurisés » et les cloisonnements principaux, remplacement :
 - des divers locaux techniques et autres locaux à risques particuliers ;
 - des dispositifs et commandes de sécurité ;
 - des organes de coupure des fluides ;
 - des organes de coupure des sources d'énergie ;
 - des moyens d'extinction fixes et d'alarme.

CHAPITRE 2.6. Mesures relatives à la protection des espèces protégées

L'absence de nécessité d'une dérogation à l'interdiction de porter atteinte aux espèces protégées est subordonnée au respect des mesures en faveur de la biodiversité prévues dans le dossier.

ARTICLE 2.6.1. Mesures d'évitement

ME1 – Adaptation géographique de la solution retenue (E2.1b)

L'exploitant doit (figure 1) :

- conserver 118 ml de haie sur les 138 m de départ, dont l'intégralité des Aulnaies riveraines (habitat communautaire prioritaire) ;
- créer 2 ouvertures de 10 m chacune au sein de la haie permettant le passage au nord des engins qui devront alimenter la centrale et le passage, au sud, des camions d'approvisionnement effectuant les livraisons.



Figure 1 : Localisation des zones de haies évitées

ME2 – Évitement des périodes sensibles pour la faune (E4.1a)

Le défrichement et le décapage des sols doivent avoir lieu entre le 1er septembre et le 15 mars, en dehors des périodes de reproduction des oiseaux.

ARTICLE 2.6.2. Mesures de réduction

MR1 – Installation de passage à faune (R3.1a)

Deux passages à petite faune doivent être installés au niveau des ouvertures réalisées au sein de la haie (figure 2). Ces passages doivent être réalisés à l'aide de buses ovoïdes ou triangulaires permettant aux amphibiens, reptiles et petits mammifères de circuler, selon un axe nord-sud, au sein du site.

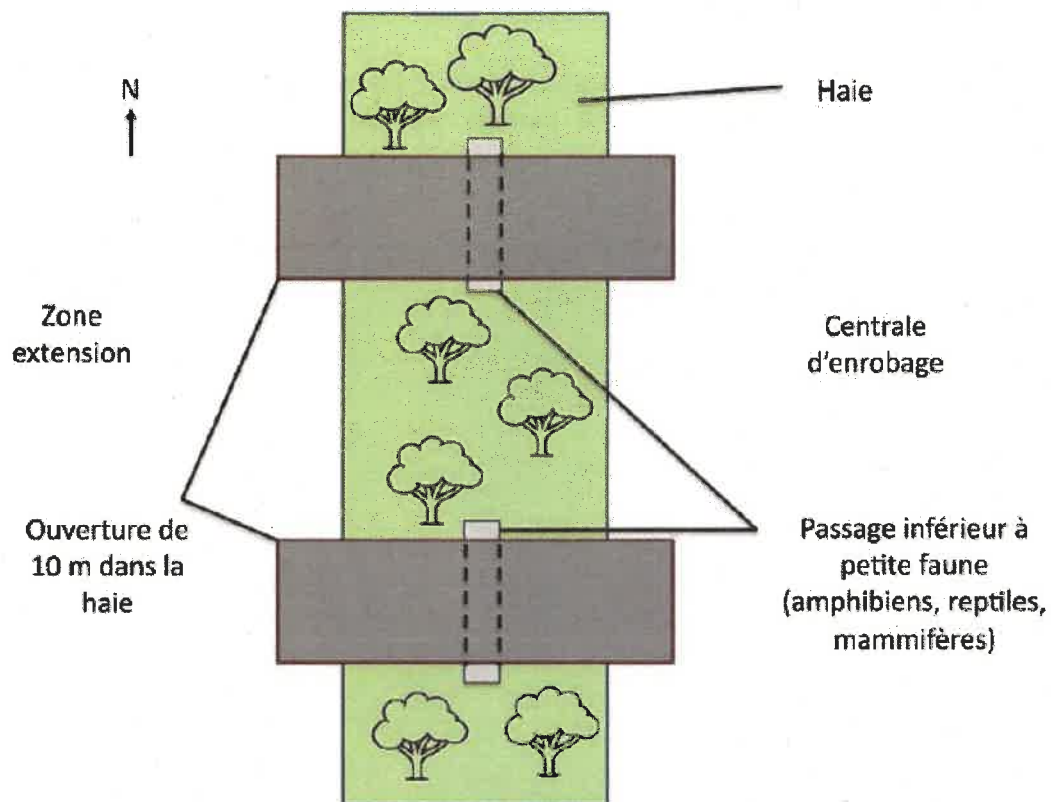


Figure 2 : Schéma des passages à faune

MR2 – Plantation d'une haie sur merlon (R2.2k)

Afin de limiter la perception visuelle et les nuisances sonores de l'activité industrielle vers les zones habitées ou circulées, l'exploitant doit ériger un merlon de 2 m de haut sur le pourtour de l'extension, en continuité du merlon existant (figure 3).

Une haie doit être plantée en doublement de ce merlon afin d'intégrer dans le paysage cet élément non naturel. Cette haie doit être implantée avant le 31 décembre 2025.

Caractéristiques de la haie :

- haie mixte, à dominante arbustive avec quelques arbres ;
- espèces à planter : Prunellier, Aubépine monogyne, Sureau noir, Fusain d'Europe, Troène, Cornouiller sanguin pour les arbustes et Erable champêtre, Frêne, Merisier pour les arbres ;
- densité de plantation : arbustes tous les mètres et arbres tous les 50 m ;
- plantation sur un seul rang.



Figure 3 : Localisation de la paysagère à planter

ARTICLE 2.6.3. Mesures de suivi

Un suivi écologique doit être réalisé par un écologue sur l'ensemble des espèces d'avifaune présentes dans l'emprise générale du site. Ces suivis devront avoir lieu en année N+1, N+3, N+5, N+10, N+15, N+20, N+25, N+30 (N étant l'année de notification du présent arrêté).

Les protocoles et modalités mis en œuvre pour la réalisation de ce suivi doivent être transmis à la DREAL avec le premier compte-rendu du suivi réalisé pour l'année N+1.

Les objectifs de ce suivi doivent évaluer la pertinence des mesures de gestion mises en œuvre au travers de l'évolution des habitats naturels en fonction de l'objectif écologique (amélioration, création ou renaturation d'habitats), étudier l'évolution des populations et des espèces protégées concernées à intégrer dans un suivi des populations et des espèces à l'échelle de l'aménagement et réajuster certaines modalités de gestion ou de restauration afin d'optimiser la plus-value environnementale de chaque mesure.

Ce suivi doit faire l'objet de comptes-rendus qui sont transmis au plus tard le 31 décembre de l'année de sa réalisation au service biodiversité eau patrimoine de la DREAL.

Chaque compte-rendu doit comprendre, outre les évaluations des mesures et éventuelles propositions d'action, a minima, les éléments suivants relatifs aux inventaires, lesquels sont également fournis au format tableau informatique :

- le nom de l'opérateur ;
- les noms scientifique et vernaculaire de chaque espèce ;
- le lieu d'observation (coordonnées GPS, si possible en Lambert 93 ou préciser la projection) ;
- la date de l'opération.

Les données contenues dans ces comptes-rendus doivent être librement utilisées par la DREAL dans le respect des droits moraux de l'auteur.

TITRE 3. DELAIS ET VOIES DE RECOURS - PUBLICITE - EXECUTION

CHAPITRE 3.1 Dispositions finales

ARTICLE 3.1.1 Caducité

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

ARTICLE 3.1.2 Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Besançon :

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 3.1.3 Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- 1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie d'implantation du projet et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale d'un mois.

ARTICLE 3.1.4 Exécution et copies

La secrétaire générale de la préfecture du Jura, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée :

- à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, à Besançon (services « prévention des risques » et « biodiversité, eau, patrimoine ») ;
- à la direction départementale des territoires du Jura (service « eau, risques, environnement et forêt ») ;
- à l'unité territoriale « santé, environnement » du département du Jura de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté ;
- au service départemental d'incendie et de secours du Jura.

Lons-le-Saunier, le **20 DEC. 2024**

Le préfet


Serge CASTEL

Annexe 1



Figure 1 : Localisation du projet

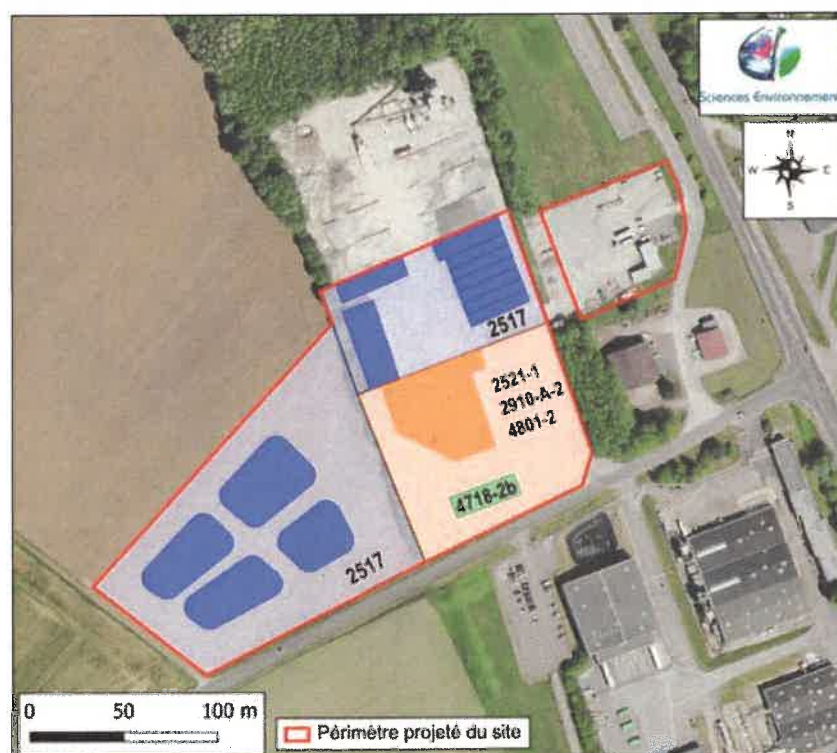


Figure 3 : Plan schématique des périmètres des installations associées aux rubriques de la nomenclature ICPE

